



21.020

WEF 2022–2024 in Davos.

Einsatz der Armee im Assistenzdienst

WEF 2022–2024 à Davos.

Engagement de l'armée en service d'appui

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.21 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Juillard Charles (M-E, JU), pour la commission: Au nom de la Commission de la politique de sécurité de notre conseil, il m'appartient de rapporter aujourd'hui sur deux arrêtés fédéraux se référant aux éditions 2022, 2023 et 2024 du Forum économique mondial de Davos.

Le premier arrêté a trait au maintien du dispositif de protection par un service d'appui de l'armée à la police grisonne et aux différents corps de police cantonaux engagés, et ce conformément à nos obligations en matière de protection en vertu du droit international public. Conformément à l'article 70 alinéa 2 de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire, cet arrêté doit être approuvé par les Chambres fédérales dès lors que l'engagement de l'armée mobilise plus de 2000 militaires ou dure plus de trois semaines.

Le second arrêté concerne la poursuite de la participation de la Confédération au financement des mesures de sécurité du Forum économique mondial. Ce soutien a commencé en 2000. Sur la base de l'article 28 alinéa 2 de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure, la Confédération peut accorder des indemnités en cas d'événements extraordinaires qualifiés comme tels par

AB 2021 S 563 / BO 2021 E 563

le Conseil fédéral au sens de l'article 48 de l'ordonnance du 14 juin 2020 sur la protection des personnes et des bâtiments relevant de la compétence fédérale, au motif que les personnes présentes jouissent d'une protection spéciale en vertu du droit international. Comme cet arrêté fédéral a trait au financement des autres mesures de sécurité et constitue un acte particulier relatif aux dépenses de la Confédération selon l'article 167 de la Constitution, l'Assemblée fédérale doit aussi se prononcer.

Le Forum économique mondial amène les Chambres fédérales à se poser tous les trois ans les deux mêmes questions. Un service d'appui de l'armée est-il nécessaire? La Confédération doit-elle participer au financement des mesures de sécurité prises pour garantir le bon déroulement d'une manifestation privée?

Votre Commission de la politique de sécurité a répondu oui à ces deux questions à sa séance du 26 mars dernier, par 9 voix contre 0 et 3 abstentions, après avoir notamment débattu une motion d'ordre finalement retirée qui visait à suspendre le projet de soutien au motif du manque de transparence financière de la fondation. Il a été convenu que le sujet des finances du Forum économique mondial soit repris lors d'une prochaine séance. Permettez-moi de revenir quelques instants sur les deux volets du projet, sur l'aspect sécuritaire tout d'abord. Le Forum économique mondial réunit chaque année, pendant quatre jours, près de 3000 personnes de plus d'une centaine de pays. Cet événement est unique au monde de par la concentration sur un si petit périmètre d'un si grand nombre de responsables politiques, économiques, culturels, scientifiques, de la société civile et des médias, ainsi que par le défi logistique et sécuritaire posé aux autorités communales et cantonales.

Cela explique pourquoi le canton des Grisons a sollicité, le 10 juin 2020, l'appui de la Confédération pour garantir la sécurité des trois prochaines éditions du forum. Cet appui est sollicité sous la forme d'un soutien financier, j'y reviendrai, et de l'engagement de près de 5000 militaires en appui des corps de police. Cette demande est soutenue par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, qui estime pertinente la nécessité d'un appui subsidiaire de l'armée.

A l'instar du Conseil fédéral, représenté aujourd'hui par Mme la conseillère fédérale Viola Amherd, la majorité





de la Commission de la politique de sécurité vous propose de soutenir le service d'appui de l'armée. Cinq raisons peuvent être invoquées.

La première: les quelque 200 à 300 chefs d'Etat, responsables de gouvernement, ministres et autres hauts représentants sont au bénéfice d'une protection spéciale en vertu du droit international.

La Suisse est donc tenue de les protéger. Même si le canton des Grisons doit prendre sur son territoire, selon l'article 24 de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure, les dispositions nécessaires à l'exécution des obligations de protection qui incombent à la Suisse en vertu du droit international public, la Confédération – par le biais de l'Office fédéral de la police – doit évaluer les risques auxquels ces personnes et ces bâtiments sont exposés, ordonner les mesures de protection et assurer le service de surveillance et de garde dans certains bâtiments. Pour tous les détails concernant la constitutionnalité et la légalité de l'engagement de l'armée dans le cas présent, je vous renvoie notamment à l'article 58 alinéa 2 de la Constitution sur le soutien de l'armée aux autorités civiles et, successivement, à la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire aux articles suivants: 1 alinéa 2; 67 alinéa 4; 70 alinéa 1 lettre a et 70 alinéa 2. A cela s'ajoutent l'article 7 de la loi fédérale sur l'aviation et, enfin, les articles 12 et 13 de l'ordonnance sur la sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien.

La seconde raison est que le danger de menace mis en exergue par le Service de renseignement de la Confédération reste inchangé, qu'il s'agisse de l'extrémisme de gauche, du terrorisme djihadiste ou ethnonationaliste, d'actes d'espionnage, de cyberattaques ou, pour prendre des exemples plus récents, de menaces contre des magistrats et représentants des institutions engagées dans la gestion de l'épidémie de Covid-19.

La mobilisation de 5000 militaires répond ainsi parfaitement à l'ambition affichée du Conseil fédéral d'appuyer la police lors d'événements planifiables, en termes de surveillance et de sécurisation des infrastructures critiques.

La troisième raison est que l'engagement de la police grisonne et des corps de police des autres cantons ne peut répondre, à lui seul, à l'ensemble des défis sécuritaires posés par les préparatifs du forum, sa conduite et les travaux de démontage. La sécurité publique étant une fonction régaliennne de l'Etat, il est légitime de faire appel à l'armée pour protéger de manière subsidiaire les personnes et les ouvrages, fournir un appui logistique dans les domaines du transport aérien et du service sanitaire, et remplir les tâches courantes de police aérienne et de protection de l'espace aérien en collaboration, dans le cas qui nous occupe, avec les forces aériennes autrichiennes.

Sur les quelque 5000 militaires engagés, près d'un tiers sont ainsi affectés à la protection des ouvrages et des personnes sur divers emplacements, tandis que les deux tiers restants font partie du dispositif de police aérienne et de transport aérien.

Je reviendrai sur le volet financier, mais il est important de souligner que l'engagement de l'armée n'a pas de conséquence financière sur le budget de la Confédération, puisque les militaires convoqués accomplissent à Davos leurs cours de répétition annuel, et ce pour un coût maximal de 32 millions de francs, un montant couvert par le budget ordinaire du DDPS. Cela n'a donc pas d'influence particulière sur les finances de la Confédération, ni sur celles des cantons concernés.

La quatrième raison est que le Forum économique mondial mobilise des corps de police de plusieurs cantons. La mobilisation de près de 5000 militaires permet donc aux différentes polices cantonales de poursuivre leurs tâches dans leurs cantons respectifs.

La cinquième raison est que la transparence sur le rôle de l'armée est garantie, puisque le DDPS soumettra aux Commissions de la politique de sécurité des deux chambres, avant chaque réunion du Forum économique mondial, un rapport sur la situation en matière de sécurité et, une fois l'engagement terminé, un rapport sur ce dernier.

Le second volet du soutien prévoit une participation financière de la Confédération aux mesures de sécurité. Sur la base de l'article 48 de l'ordonnance sur la protection des personnes et des bâtiments relevant de la compétence fédérale et de l'article 28 de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure, la Confédération peut respectivement accorder, à la demande d'un canton et dans le cadre des crédits autorisés, une indemnisation des tâches de protection des personnes et des bâtiments dans les cas d'événements extraordinaires et une indemnité équitable aux cantons qui doivent, dans une large mesure, accomplir des tâches de protection en cas d'événements extraordinaires, ce qui est le cas du Forum économique mondial, qualifié comme tel par le Conseil fédéral depuis l'an 2000.

Il est important de rappeler que le volet financier des mesures sécuritaires s'articule sur trois niveaux de financement. Premier niveau: un plafond de dépenses pour chaque édition est fixé à 9 millions de francs. Ce montant reste inchangé par rapport aux trois éditions précédentes. Ce qui est nouveau en revanche – et c'est le point qui a fait débat lors de notre séance de commission –, c'est une nouvelle clé de répartition entre la



fondation, la commune, le canton des Grisons et la Confédération. Cette dernière voit sa participation réduite de 37,5 pour cent à 25 pour cent du montant total pour atteindre 2,25 millions de francs, alors que dans le même temps celle de la fondation augmente du même pourcentage pour se monter à 3,375 millions de francs, le canton des Grisons et la commune de Davos continuant de prendre en charge respectivement 2,25 millions de francs et 1,125 million de francs.

Deuxième niveau: un engagement supplémentaire de la Confédération à hauteur de 900 000 francs pour les trois prochaines manifestations serait possible si le plafond de 9

AB 2021 S 564 / BO 2021 E 564

millions de francs se révélait insuffisant, et ce pour des motifs légitimes autres que sécuritaires. Plusieurs raisons pourraient justifier un tel dépassement:

1. La participation à court terme d'un nombre exceptionnel de personnes à protéger en vertu du droit international entraînant de fait un élargissement de la zone de sécurité, l'adaptation du concept de la conférence du forum et l'augmentation des dépenses pour l'hébergement du personnel de sécurité extracantonal;
2. Ne l'oublions pas, le forum se déroulant à 1560 mètres d'altitude, les conditions météorologiques défavorables pourraient entraîner des coûts supplémentaires difficilement prévisibles. Le montant dépensé serait ensuite réparti selon la même clé de répartition que pour le premier niveau;
3. Ce financement serait débloqué uniquement en cas d'évènement jugé extraordinaire par le Fedpol, le Service de renseignement de la Confédération et le canton des Grisons. Cet évènement pourrait prendre la forme tragique d'un attentat, d'un acte terroriste ou d'une menace jugée très sérieuse.

80 pour cent du montant seraient pris en charge par la Confédération et les 20 pour cent restants répartis entre la fondation, la commune de Davos et le canton des Grisons. Ce crédit d'engagement de la Confédération pour les trois prochaines éditions, à savoir 6,75 millions de francs pour les coûts de niveau 1 et 900 000 francs pour les coûts de niveau 2, est pris dans le budget ordinaire du Département fédéral de justice et police. Pour une participation financière de niveau 2 qui dépasserait le montant de 300 000 francs par édition ou pour une participation financière de niveau 3, le Conseil fédéral devra proposer au Parlement les crédits additionnels ou supplémentaires nécessaires.

Sur le volet de la participation financière de la Confédération, la commission vous propose, par 9 voix contre 0 et 3 abstentions, d'adopter l'arrêté.

Je tiens à rappeler encore une fois que nous traiterons lors d'une prochaine séance de commission la question légitime posée par plusieurs membres relative à l'effort de transparence qui doit être fait par la fondation au sujet de sa situation financière. Nous avons déjà reçu quelques informations complémentaires, mais la commission ne les a pas encore examinées. C'est la raison pour laquelle je ne vais pas en faire état aujourd'hui. Nous accueillons depuis plus de 150 ans des organisations internationales sur notre territoire. En 2021, ce sont près de 40 organisations internationales, 700 organisations non gouvernementales, 179 missions diplomatiques et 30 fédérations sportives qui sont installées à Genève, dans la région lémanique ainsi qu'à Berne et à Bâle. Ce n'est sûrement pas à mes collègues genevois, vaudois, bernois et bâlois que je vais rappeler l'importance de tous ces acteurs pour notre pays. Ils nous donnent un réseau et une visibilité exceptionnels au regard de notre petite taille. Le canton de Genève est le premier centre de gouvernance mondiale en termes de nombre de réunions et de conférences internationales. La présence de tous ces acteurs permet de perpétuer notre tradition de bons offices. Elle nous donne la chance de faire entendre notre voix, de porter nos valeurs et de défendre nos intérêts. Ce n'est donc pas un hasard si la Confédération, la République et canton de Genève ainsi que la ville de Genève ont signé, en 2019, à l'occasion du centenaire du multilatéralisme célébré à Genève, une déclaration conjointe visant à renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte. Preuve en est encore la prochaine rencontre entre le président américain et le président russe.

Car la concurrence internationale est rude. Rien n'est gravé dans le marbre. Nombreuses sont les villes qui veulent tourner la page de la Genève internationale et accueillir à l'avenir des organisations internationales. Parmi elles, le Forum économique mondial. Nous oublions très souvent que même s'il se déroule chaque année à Davos, le siège du Forum économique mondial est à Genève; 51 éditions plus tard, cet événement est devenu incontournable. Il permet à nos autorités de nouer et entretenir des contacts indispensables pour un petit pays comme le nôtre, qui joue la carte du multilatéralisme.

Alors que le forum 2021 devait se tenir à Singapour, qu'il vient d'être annulé du fait de la pandémie et que le lieu de l'édition 2022 n'a pas encore été arrêté, il est judicieux de donner un signal clair et positif à la commune de Davos, au canton des Grisons et à la fondation en charge du forum, en soutenant ces deux arrêtés fédéraux, ce que je vous invite à faire.



Minder Thomas (V, SH): Die Kritik an den Kosten der staatlichen Sicherheitsdienstleistungen zuhanden der privaten Stiftung WEF ist nichts Neues. Es wurde denn auch immer wieder gefordert, dass sich das WEF stärker an den im Millionenbereich liegenden Sicherheitskosten beteiligen soll. Dieser Aspekt hat, nebst einer ansonsten sehr positiven Stimmung mit Blick auf diesen Anlass in Davos, auch die Debatte in der SiK geprägt. Nun hat die Stiftung WEF kürzlich von sich aus entschieden, ihre Beteiligung an den Sicherheitskosten zu erhöhen; dies, wie das WEF mitteilt, "um den Fragen und Erwartungen des Parlamentes und der Zivilgesellschaft gerechter zu werden". Die Stiftung wird damit zur Hauptbeitragsgeberin. Damit kann die Beteiligung des Bundes um gut eine Million Franken reduziert werden. Sie beträgt maximal 2,6 Millionen Franken anstatt 3,7 Millionen.

Die höhere Beteiligung der Stiftung ist zu begrüßen. Andererseits hat diese neue Kostenübernahme in der Kommission aber auch aufhorchen lassen und neue Fragen ausgelöst. Hätte die Stiftung nicht schon früher einen grösseren Anteil an den Kosten übernehmen können? Ist es überhaupt notwendig, dass die Schweiz eine so namhafte finanzielle Unterstützung anbietet? Man konnte sich des Eindrucks nicht erwehren, dass die Stiftung selber über sehr grosse finanzielle Mittel verfügt. Haben wir in der Vergangenheit womöglich zu viele Steuergelder beige-steuert? Macht die Stiftung mit dem WEF-Event vielleicht gar Gewinn? Und wie hoch sind die Entschädigungen des Stiftungsrates und des Managements?

Meines Erachtens wurde zu Recht moniert, dass ein Anlass, der vom Staat unterstützt wird, uns gegenüber auch eine gewisse Transparenz gewährleisten sollte. Dies sind wir dem Steuerzahler letztlich schuldig. Die Verwaltung konnte uns erstaunlicherweise auch nicht sagen, ob die Stiftung WEF mit der Veranstaltung in Davos sogar einen Gewinn erwirtschaftet. Wenn wir, also das Parlament und der Staat, einer privaten Veranstaltung schon mit Mitteln in Millionenhöhe unter die Arme greifen, so sollten wir doch in der Tat erfahren, ob der Anlass gar finanziell gewinnbringend ist.

Wir sind dem also nachgegangen und haben die Stiftung um Offenlegung gebeten, um Offenlegung der Erfolgsrechnung einerseits und der Entschädigung des Stiftungsrates andererseits. Die Kommission hat die Antwort des WEF kürzlich erhalten. Diese Daten sind jedoch nur kommissionsintern zu verwenden. Die letzte Erfolgsrechnung des WEF, jene von 2019, zeigt einen kleinen Verlust. Die Mitglieder des Stiftungsrates werden nicht entlohnt. Die Löhne des operativen Managements und des CEO sind demgegenüber ordentlich hoch, aber auch nicht ausserordentlich hoch.

Ich bitte Sie also ebenfalls um Zustimmung zu dieser Vorlage.

Jositsch Daniel (S, ZH): Wie der Präsident der SiK ausgeführt hat, hat vor allem der Umstand, dass es offenbar problemlos möglich war, den Beitrag des WEF an die Sicherheitskosten massiv zu erhöhen, ohne dass das irgendwelche Auswirkungen gehabt hätte, die Frage aufgeworfen, wie dieser Betrag eigentlich zusammengesetzt ist respektive inwiefern hier Transparenz gegeben ist. Ich kann dem Kommissionspräsidenten nur recht geben, wenn er sagt: Es ist zwar ein privater Anlass, aber wenn massive öffentliche Gelder in Anspruch genommen werden, dann ist eine gewisse Transparenz notwendig, und es sollten die Konsequenzen daraus gezogen werden.

Ein gewisser Teil der Kommission hat deshalb verlangt, dass zuerst Transparenz hergestellt und dann über den Kredit entschieden wird. Wir haben dann, um hier nicht alles zu blockieren, gesagt: Wir enthalten uns in der Kommission, erwarten aber, dass diese Transparenz hergestellt wird. Wir haben dann ein zweiseitiges Schreiben respektive drei Tabellen

AB 2021 S 565 / BO 2021 E 565

erhalten, mit denen wir, gemessen an der bisherigen Null-Transparenz und einer 100-Prozent-Transparenz, etwa bei 5 Prozent sind. Man ersieht also nicht sehr viel daraus. Was man aber immerhin sieht, ist das, was der Kommissionspräsident angedeutet hat, nämlich die Entschädigungen für das oberste Management. Sie sind offenbar geheim. Nun, wenn sie geheim sind, können sie hier nicht verwendet werden. Dann haben wir aber auch keine Transparenz.

Ich kann Ihnen einfach so viel sagen: Was hoch und was tief ist, ist ein bisschen eine Frage der Einschätzung. Ich finde, es sind ganz massive Beträge, die hier erkennbar sind und die – mindestens wenn man sie aufsummiert – doch die Frage aufwerfen, inwiefern sie bei den massiven Geldern, die vonseiten des Bundes gesprochen werden, vertretbar sind. Insofern kann ich nur sagen, dass sich die Vorbehalte derjenigen – mindestens soweit ich weiss –, die in der Kommission Vorbehalte hatten und sich enthalten haben, eher verstärkt haben. Von dem her werde ich mich nicht mehr enthalten, sondern nicht für diesen Kredit stimmen. Ich empfehle auch der nationalrätlichen SiK, sich das noch einmal anzuschauen, vor allem auch die Frage: Warum – das war für mich nicht ganz klar – soll das jetzt vertraulich sein, wenn man staatliche Gelder in Anspruch



nimmt?

Verstehen Sie mich nicht falsch; ich möchte hier nicht übertreiben. Wenn eine private Organisation privat ihre Veranstaltungen macht, dann kann sie mit ihren Entschädigungen machen, was sie will. Wenn sie aber Gelder in diesem Umfang entgegennimmt – und Sie haben gehört, von was für Beträgen wir hier sprechen –, ohne dass wir irgendeine Zusicherung haben, dann sieht es etwas anders aus. Wir müssen ja immer noch hoffen, dass man so gnädig ist und das WEF wirklich bei uns durchführt. Wenn man also auf der einen Seite diese Beträge sieht und auf der anderen Seite sieht, was für Entschädigungen ausbezahlt werden, dann stellen sich schon gewisse Fragen, das muss ich Ihnen sagen. Dann verstehe ich einfach nicht, warum das nicht transparent gemacht und hier in diesem Saal öffentlich diskutiert werden kann. Von daher kann ich diesem Bundesbeschluss nicht zustimmen.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Ich werde diesem Beschluss zustimmen. Ich möchte mir aber doch noch eine Bemerkung erlauben, was die ganze Verbindlichkeit des WEF in der Schweiz anbelangt. Auch wenn es eine private Organisation respektive ein privater Anlass ist, sind Wert und Nutzen für die Schweiz natürlich unglaublich; da bin ich mit Kollege Jositsch überhaupt nicht einverstanden. So haben wir internationale Tourismuswerbung – wirklich weltweit –, wir werden überall wahrgenommen. Gerade in diesen sehr schwierigen Zeiten ist das umso wichtiger.

Persönlich hat es mich aber schon sehr enttäuscht, dass dann doch beim ersten Gegenwind offenbar die Absicht besteht, sich aus der Schweiz zurückzuziehen. Singapur war ein Thema. Ich persönlich hätte mich natürlich darüber gefreut, wenn das WEF jetzt in die Zentralschweiz, auf den Bürgenstock, gekommen wäre. Grundsätzlich bin ich froh und dankbar, wenn das WEF in Davos, im Bündnerland und überhaupt in der Schweiz bleibt. Aber ich möchte da die Organisation schon bitten, auch der Schweiz gegenüber die Verpflichtung wahrzunehmen. Wir unterstützen sie gerne, aber sie soll eben auch wirklich hierbleiben.

Schmid Martin (RL, GR): Sie werden sicher verstehen, dass ich als Standesvertreter des Kantons Graubünden auch für diese Vorlage eintrete. Ich möchte unterstreichen, was gerade auch Frau Kollegin Gmür gesagt hat: Auch ich bin der Auffassung, dass es sich beim WEF-Jahrestreffen in Davos um den wichtigsten aussenpolitischen Anlass in der Schweiz handelt, der in den letzten Jahren jeweils durchgeführt wurde. Ich bin auch extrem glücklich, dass der Bundesrat im Unterschied zu den 2000er-Jahren jetzt diese Möglichkeiten nutzt, um eben internationale politische Kontakte zu pflegen. Es gibt auch für unseren Bundesrat keine bessere Plattform, um aussenpolitische Themen zu diskutieren, als sie in Davos möglich ist.

Ich glaube, von diesem Aspekt her ist es absolut gerechtfertigt, dass wir weiterhin an diesem Anlass festhalten, dass wir ihn nach Kräften unterstützen. Gerade ein neutraler Staat wie die Schweiz hat ein Interesse, solche internationalen Plattformen zur Verfügung zu stellen.

Das ist aber nicht der Grund, warum ich das Wort ergriffen habe. Es geht mir um einen anderen Aspekt. Es wird ja jetzt kritisiert, dass die öffentliche Hand für Sicherheitskosten aufkommt. Das ist ein Punkt, der natürlich seit Jahren zu diskutieren gibt. Ich möchte hier eine staatspolitische Dimension einbringen.

Ich glaube, es ist gerade Aufgabe des Staates, für die öffentliche Sicherheit zu sorgen. Wir wollen, wie auch bei anderen Anlässen, bei Demonstrationen usw., eben gerade nicht, dass Private für die Sicherheitskosten aufkommen. Oder wollen Sie das dort dann auch? Das ist eine grundsätzliche Frage. Wir begeben uns auf einen Irrweg, wenn wir glauben, dass in Zukunft Private für die Sicherheitskosten aufzukommen haben. Sollen bei einem Demonstrationsgesuch, das klare Sicherheitskosten verursacht, dann auch Private alle Kosten übernehmen? Wir haben diese Diskussion im Bereich des Fussballs: Wieweit sollen sich die Stadionbetreiber an den vollen Sicherheitskosten beteiligen? Da werden dann auch nicht die Löhne der Fussballer einbezogen, um zu bestimmen, wieweit eben der Staat für die Polizeieinsätze aufkommen soll. Ich glaube, das ist eine falsche Betrachtungsweise; von dem sollten wir uns lösen.

Wir sollten uns die Frage stellen: Welche Aufgabe hat der Staat bei diesem Thema? Der Staat hat hier, aus meiner Perspektive, nach meiner politischen Grundhaltung, für die Sicherheit zu sorgen. Wir sind auch staatsvertraglich verpflichtet, für die Sicherheit völkerrechtlich geschützter Personen zu sorgen.

Deshalb beruhte auch die frühere, mit den Vorgängerinnen und Vorgängern von Frau Bundesrätin Amherd ausgehandelte Vereinbarung über die Beteiligung auf diesem Fundament. Man hat eben gesagt, die Gemeinde beteiligt sich, der Kanton beteiligt sich, der Bund beteiligt sich, aber auch die Stiftung WEF beteiligt sich. Aus meiner Sicht ist die Vorlage, wie sie hier auf dem Tisch liegt, genau die richtige Lösung.

Ich bitte Sie, dieser Vorlage zuzustimmen.

Zopfi Mathias (G, GL): Ich kann es relativ kurz machen und ans Votum von Kollege Jositsch anknüpfen. Ich sehe die Punkte, ich sehe auch die Wichtigkeit für den Kanton Graubünden, auch für die Schweiz. Aber wenn



man einen Verpflichtungskredit in diesem Umfang spricht – auch wenn die Sicherheit natürlich zu Recht eine öffentliche Aufgabe ist –, handelt es sich um einen aussergewöhnlichen Umfang. Es ist ein aussergewöhnlicher Aufwand. Ich mache jetzt einen vielleicht nicht ganz stufengerechten Vergleich. Sie wissen, ich bin Gemeinderat, und wir haben in unserer Gemeinde auch Anlässe. Wenn jemand ein Gesuch stellt, sei es ein gutes oder ein schlechtes – auch bei guten Anlässen muss der Gesuchsteller Transparenz herstellen –, wird geprüft, wie stark man einen solchen Anlass unterstützt, und dann wird, wie Kollege Schmid zu Recht sagt, ausgehandelt, wer welche Kosten trägt.

Ich bin schon der gleichen Meinung wie Kollege Jositsch: Mit der Transparenz, die hier jetzt hergestellt wurde, komme ich auch nicht höher als 5 Prozent. Ich habe grundsätzlich nichts dagegen, dass man das WEF unterstützt und die Kosten für die Sicherheitsaufgaben auch angemessen verteilt. Aber um sie angemessen zu verteilen, braucht man Transparenz. Da müsste man wissen, was los ist und wie die Finanzierung läuft. Über diese Transparenz verfügen wir nicht. Das Einzige, was wir jetzt sehen, sind diese Gehälter. Ich empfinde überhaupt keinen Neid – es ist eine private Stiftung, die ihre Gehälter selber bestimmen kann –, aber wenn ich die Gehälter an einem Bundesratsgehalt messe, und das müssten wir eigentlich in diesem Saal tun, dann stelle ich schon fest, dass sie stolz sind. Zudem stelle ich fest, dass es durchaus möglich wäre, dass das WEF einen grösseren Anteil der Sicherheitskosten selbst trägt. Sie wissen, dieser Anlass ist nicht ganz unbestritten. Genau deshalb sollte man Transparenz erhalten und diese Frage auch offen in Kenntnis aller Fakten diskutieren können.

AB 2021 S 566 / BO 2021 E 566

Ich komme deshalb zum gleichen Fazit wie Kollege Jositsch. Ich habe in der Kommission nicht dagegen gestimmt; ich werde jetzt dagegen stimmen.

Dittli Josef (RL, UR): Ich wollte eigentlich nichts sagen. Ich bin ja Mitglied der Kommission. Jetzt, nach diesen Voten von der eher linken Seite, muss ich doch noch etwas sagen. Ich bin stolz, dass das WEF in der Schweiz stattfindet! Ich bin wirklich stolz darauf. Es ist doch für die Schweiz eine Chance, es ist für die Gesellschaft eine Chance, und es ist auch für die ganze Weltpolitik eine Chance, dass über globale Herausforderungen diskutiert wird. Ich finde es grossartig, dass das WEF grundsätzlich in der Schweiz stattfindet.

Haben Sie gesehen, was letztes Jahr geschah? Es hiess, dass das WEF wegen Covid-19 nicht in der Schweiz stattfinden könne und man nach Singapur wolle. Zuerst wollte man nach Nidwalden. Das ging dann eben auch nicht. Singapur klappte dann letztlich wegen Covid-19 auch nicht. Aber das Versprechen, die Absicht der WEF-Führung war immer, dass das WEF in der Schweiz stattfinden soll. Dann ist es, wie es Kollege Schmid gesagt hat, nichts anderes als die vornehme Aufgabe des Staates, so wie es sich gehört, für die Sicherheit zu sorgen.

In diesem Sinne noch einmal: Ich bin stolz, dass das WEF in der Schweiz ist. Ich bin der Auffassung, dass die Ausgaben, die hier für die Sicherheit getätigt werden, verhältnismässig sind. Ich unterstütze diese Vorlage deshalb vollumfänglich.

Amherd Viola, Bundesrätin: Es wurde gesagt: Am WEF versammeln sich jeweils zwei- bis dreihundert völkerrechtlich geschützte Personen für mehrere Tage. Die Schweiz ist international verpflichtet, diese Personen zu schützen. Das ist, wie auch bereits gesagt wurde, eine staatliche Aufgabe. Wegen der grossen Zahl der zu schützenden Personen und des dafür notwendigen Sicherheitsdispositivs und der Bedeutung des Anlasses für die Schweiz klassifiziert der Bundesrat das Jahrestreffen des WEF seit dem Jahr 2000 als ausserordentliches Ereignis.

Dieses Jahr fällt das WEF wegen der Corona-Pandemie aus. Ab dem Jahr 2022 finden die Veranstaltungen aber wieder in Davos statt. Deshalb hat der Kanton Graubünden den Bund erneut um Unterstützung bei den Sicherheitsmassnahmen angefragt. Der Bundesrat beantragt dem Parlament, den Kanton Graubünden für die Jahre 2022 bis 2024 wie folgt zu unterstützen: Erstens sollen maximal 5000 Armeeangehörige die Polizei in einem Assistenzeinsatz subsidiär unterstützen. Zweitens soll sich der Bund weiterhin finanziell an den Sicherheitskosten beteiligen.

Bevor ich auf diese zwei Punkte eingehe, will ich kurz ausführen, warum es dem Bundesrat wichtig ist, dass die WEF-Jahrestreffen in der Schweiz stattfinden. Diese Treffen bieten der Schweiz seit mehr als fünfzig Jahren eine einzigartige Plattform. Wir können hier im direkten Austausch mit hochrangigen Entscheidungsträgerinnen und -trägern unsere Interessen vertreten, beispielsweise in der Aussen- und Wirtschaftspolitik, der Entwicklungszusammenarbeit, der Umweltpolitik oder auch der Friedensförderungs- und Sicherheitspolitik. Das WEF vereinigt Führungspersonen aus der Wirtschaft, der Politik, der akademischen Welt und der Zivilgesellschaft, um Ideen für die Verbesserung der globalen Lage zu entwickeln. Von diesem umfassenden Dialog profitiert



auch die Schweiz.

Ich komme nun zu den Fragen der Sicherheit. Der Bundesrat geht davon aus, dass die Bedrohungslage für die WEF-Jahrestreffen 2022 bis 2024 ähnlich wie in den vergangenen Jahren sein wird. Es werden deshalb auch in etwa dieselben Schutzvorkehrungen erforderlich sein. Der Kommissionssprecher hat die Gefahren, vor denen die teilnehmenden hochrangigen Personen geschützt werden müssen, aufgezählt. Ich wiederhole sie nicht.

Ich komme kurz noch zur Finanzierung. Zur Finanzierung der Sicherheitsmassnahmen möchte ich Folgendes sagen: Grundsätzlich sind die Kantone auf ihrem Hoheitsgebiet für die Sicherheit zuständig, das heisst grundsätzlich auch im Fall des WEF. Weil das WEF aber als ausserordentliches Ereignis angeschaut wird, bezahlt der Bund auch einen Beitrag, und zwar 2,5 Millionen Franken pro Jahr, an die zusätzlichen Sicherheitskosten. Das sind nicht die ordentlichen Sicherheitskosten des Kantons, sondern die wegen des ausserordentlichen Ereignisses zusätzlich anfallenden Sicherheitskosten. Der Bund stützt sich dabei auf Artikel 48 der Verordnung über den Schutz von Personen und Gebäuden in Bundesverantwortung.

Wenn zwei- bis dreihundert Staats- und Regierungschefinnen und -chefs, Ministerinnen und Minister, hochrangige Vertreterinnen und Vertreter von internationalen Organisationen sowie Angehörige von Königshäusern sich über mehrere Tage gleichzeitig in Davos aufhalten, dann übersteigt das selbstverständlich die finanziellen und personellen Möglichkeiten des Kantons Graubünden.

Wegen der privaten Natur des Anlasses trägt – neben dem Bund und natürlich neben dem Kanton Graubünden wie auch der Gemeinde Davos – auch die Stiftung WEF die Sicherheitskosten mit. Der entsprechende Finanzierungsschlüssel wurde in einer Vereinbarung festgehalten. Das EJPD, insbesondere das Fedpol, das für die Finanzierung der Sicherheitsmassnahmen zuständig ist, hat den neuen Schlüssel ausgehandelt. Gemäss Vereinbarung beträgt der Anteil des Bundes maximal 2,55 Millionen Franken pro Jahr. Im Vergleich mit den Vorjahren hat sich der Betrag verringert, weil die Stiftung WEF entschieden hat, ihre finanzielle Beteiligung zu erhöhen; das wurde auch bereits ausgeführt. Das WEF übernimmt 3,375 Millionen Franken und damit den grössten Kostenbeitrag aller Partner, die hier mitmachen.

Beim Armee-Einsatz müssen wir keine zusätzlichen Kosten übernehmen, auch das wurde gesagt. Es geht hier um die personelle Verstärkung der Kantonspolizei Graubünden. Sie braucht diese Verstärkung, obwohl sie auch eine Unterstützung durch den interkantonalen Polizeieinsatz beansprucht, aber das reicht nicht für das Schutzdispositiv. Deshalb unterstützt die Armee subsidiär. Die Kosten entsprechen einem ordentlichen WK-Einsatz. Es sind nicht zusätzliche Dienstage, die geleistet werden, sondern unsere Armeeeingehörigen werden beim WEF für einen ordentlichen WK aufgeboden und leisten dort Unterstützung.

Weil die Truppen eben, wie gesagt, auch ohne WEF natürlich einen WK durchführen müssten, würden die Kosten so oder so anfallen. Sie werden dementsprechend über das ordentliche Budget des VBS abgerechnet. Pro Jahr belaufen sich diese Kosten auf rund 32 Millionen Franken.

Die Aufgaben der Armee am WEF-Einsatz haben sich in den letzten Jahren nicht wesentlich verändert. Am Boden geht es um Personen- und Objektschutz, Sanitätsdienst, ABC-Abwehr, Führungs- und Logistikunterstützung. Hinzu kommen Lufttransporte. Der Schutz des Luftraums ist für die Durchführung der WEF-Jahrestreffen wichtig. Es wird eine Zone mit eingeschränktem Luftverkehr errichtet, analog wie jetzt dann in Genf für das Treffen von Putin und Biden. Dort müssen wir diese Vorkehrung auch treffen. Es muss selbstverständlich auch der Luftpolizeidienst während der Konferenz verstärkt werden. Die Sicherheit und die eingeschränkte Benutzung des Luftraums über Davos wird durch F/A-18-Kampfflzeuge und Helikopter gewährleistet. 2019 trat ein neues Luftpolizeiabkommen mit Österreich in Kraft. Dieses kam am WEF 2020 erstmals zur Anwendung. Es vereinfacht die Steuerung des Dispositivs zum Schutz des Luftraums und erhöht damit die Sicherheit im Luftraum über Davos. Um die Leistung in der Luft zu erbringen, sind Milizformationen der Flugplätze im Einsatz. Diese unterstützen das Berufspersonal am Boden und stellen die Durchhaltefähigkeit sicher. Für den Schutz des Luftraums sind zudem auch Mittel der Boden-Luft-Verteidigung vorgesehen.

Abschliessend verweise ich noch einmal darauf, dass die Armee hier eingesetzt wird, weil die Schweiz internationale Verpflichtungen hat, wenn sich mehrere hundert völkerrechtlich zu schützende Personen in unserem Land befinden.

Entsprechend bitte ich Sie, auf beide Bundesbeschlüsse einzutreten und diesen ohne Änderungen zuzustimmen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

AB 2021 S 567 / BO 2021 E 567



1. Bundesbeschluss über den Einsatz der Armee im Assistenzdienst zur Unterstützung des Kantons Graubünden bei den Sicherheitsmassnahmen im Rahmen der Jahrestreffen des World Economic Forum 2022–2024

1. Arrêté fédéral sur l'engagement de l'armée en service d'appui en faveur du canton des Grisons dans le cadre des mesures de sécurité prises pour les rencontres annuelles du Forum économique mondial 2022–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 21.020/4446)

Für Annahme des Entwurfes ... 32 Stimmen

Dagegen ... 12 Stimmen

(1 Enthaltung)

2. Bundesbeschluss über die Beteiligung des Bundes an der Finanzierung der Sicherheitsmassnahmen im Rahmen der Jahrestreffen des World Economic Forum 2022–2024

2. Arrêté fédéral sur la participation de la Confédération au financement des mesures de sécurité prises pour les rencontres annuelles du Forum économique mondial 2022–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 21.020/4447)

Für Annahme des Entwurfes ... 32 Stimmen

Dagegen ... 12 Stimmen

(1 Enthaltung)